



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/1998/NGO/18
20 juillet 1998

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Cinquantième session
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE
SÉGRÉGATION, AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DÉPENDANTS :
RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ÉTABLI EN APPLICATION DE LA
RÉSOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par la Ligue internationale
des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée
du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 juillet 1998]

I. INTRODUCTION

1. D'après la Charte 97, un mouvement indépendant de défense des droits du citoyen, près de 3 000 personnes ont été victimes de l'oppression politique au Bélarus de 1995 à 1998. Il s'agit notamment d'étudiants, de journalistes, de travailleurs et de députés du Soviet suprême. Les persécutions auxquelles se livre le Gouvernement prennent des formes diverses : des personnes sont arrêtées et détenues pour avoir distribué des tracts ou des journaux indépendants, d'autres sont licenciées pour avoir critiqué le Gouvernement, d'autres encore sont battues pour avoir tout simplement parlé bélarussien. Les violations des droits de l'homme deviennent de plus en plus graves à mesure que le Gouvernement renforce son contrôle sur la société civile.

2. À la 54ème session de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, M. Abid Hussain, a présenté un additif (E/CN.4/1998/40/Add.1) à son rapport, où il rend compte de la mission qu'il a effectuée en République du Bélarus du 28 mai au 1er juin 1997 et où il concluait qu'il était gravement porté atteinte à la liberté des médias et à la liberté de l'information, ce qui avait des conséquences dramatiques pour les droits de l'homme et l'état de droit.

3. Le Gouvernement du Bélarus n'a donné suite à aucune des recommandations formulées par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Qui pis est, la situation des médias au Bélarus s'est sensiblement détériorée depuis l'examen du rapport du Rapporteur spécial par la Commission des droits de l'homme.

II. LIBERTÉ D'EXPRESSION, DE RÉUNION ET DE LA PRESSE

4. Au paragraphe 9 de son rapport (E/CN.4/1998/40/Add.1), le Rapporteur spécial écrit ce qui suit : "Au cours de sa campagne, le Président Loukachenko s'était engagé en particulier à mettre fin au monopole d'État sur les moyens d'information, à supprimer la censure politique et les poursuites contre les journalistes pour raisons politiques, et à autoriser la diffusion indépendante de l'information, reconnaissant ainsi le caractère contestable d'un secteur de la communication aux mains de l'État."

5. Or le Président Loukachenko n'a pas tenu sa promesse. L'ONG Article 19, Centre international contre la censure, l'Association bélarussienne de journalistes, le Comité pour la protection des journalistes et d'autres ONG ont fourni de nombreux documents d'où il ressort que l'État a le monopole des moyens de communication de masse, censure les informations et pratique la désinformation. Le Gouvernement s'en prend de plus en plus violemment aux journaux et aux moyens de communication privés qui critiquent la situation au Bélarus. Les journalistes qui font leur métier sont battus, harcelés et emprisonnés.

6. Le Gouvernement n'a rien fait pour garantir le droit de rechercher, recevoir et répandre des informations. Au début de 1998, le Gouvernement a pris trois mesures visant à restreindre encore davantage la liberté d'expression et la liberté de répandre des informations :

a) Une nouvelle loi dispose qu'il faut obtenir une autorisation spéciale pour répandre, de quelque manière que ce soit, des informations juridiques, c'est-à-dire des informations sur le droit ou la législation en général, les décrets présidentiels, les décisions du Gouvernement, les arrêtés ministériels, etc., ainsi que les commentaires y relatifs. Une interprétation large de l'expression "informations juridiques" pourrait conduire à une limitation des activités relatives aux droits de l'homme, qui reposent sur une analyse de la législation;

b) Deux autres nouvelles lois portent création d'un "Conseil public de la presse", en fait un organe de censure qui est composé de fonctionnaires nommés par le Gouvernement, où n'est représenté aucun des médias indépendants et qui statuera sur des affaires concernant les médias; et

c) Troisièmement, une directive secrète, adoptée en mars 1998, interdit aux fonctionnaires de formuler le moindre commentaire à l'intention de la presse indépendante.

L'affaire Pavel Sheremet

7. En 1996, plusieurs journalistes de l'ORT (télévision publique russe) ont été arrêtés et placés en détention provisoire pendant de longues périodes.

8. Le 7 juillet 1997, Pavel Sheremet, le chef du bureau de l'ORT à Minsk, s'est vu retirer son accréditation pour avoir, au dire des autorités, "déformer intentionnellement" de manière systématique des informations sur des événements survenus au Bélarus. Malgré cela, Sheremet a continué, avec d'autres membres de son équipe, à réaliser, dans la région jouxtant la frontière entre le Bélarus et la Lituanie, un travail que lui avait confié l'ORT. Après que l'ORT eut diffusé un documentaire sur la contrebande dans la région, dont certaines séquences avaient été filmées par Sheremet, celui-ci et son équipe ont été arrêtés pour avoir "franchi illégalement la frontière". Le Président Loukashenko a personnellement désigné Sheremet à la vindicte publique. Le tribunal l'a condamné à deux années de prison avec un sursis d'une année. Il a été débouté de son appel et ne peut actuellement exercer sa profession ou voyager à l'étranger.

Les jeunes délinquants : Alyaksey Shydlouski et Vadim Labkovich

9. La façon dont ont été traités Vadim Labkovich et Alyaksey Shydlouski, deux adolescents membres de l'organisation de jeunesse du Front populaire du Bélarus poursuivis pour avoir écrit des graffiti en février 1998, constitue une illustration des nouvelles méthodes utilisées pour mettre au pas et punir la jeunesse.

10. Shydlouski et Labkovich ont été arrêtés et emprisonnés en août 1997 par la police pour "hooliganisme" et pour avoir "dégradé des symboles de l'État en écrivant des graffiti hostiles à Loukachenko sur des biens de l'État". Labkovich et Shydlouski, âgés respectivement de 16 et 18 ans, ont été détenus pendant six mois avant d'être jugés sans pouvoir être libérés sous caution (malgré la nature non violente de l'infraction qui leur était reprochée et leur jeune âge). Des gardiens de prison auraient frappé Shydlouski lorsqu'il a

annoncé qu'il allait entreprendre une grève de la faim. Labkovich, qui était mineur, a été détenu avec des adultes.

11. Labkovich et Shydlouski ont été reconnus coupables de "vandalisme" alors que les graffiti sont normalement considérés comme une infraction mineure. Le tribunal régional de Minsk a prononcé à leur encontre des peines sans commune mesure avec l'infraction : un an et demi de prison avec deux ans de sursis pour Labkovich et un an et demi de détention dans un camp de travail à régime très strict pour Shydlouski.

L'affaire Yury Khashchevatsky

12. Dans la nuit du 23 décembre 1997, Yury Khashchevatsky, un réalisateur de films documentaires de renommée mondiale, a été roué de coups et blessé par deux hommes non identifiés qui ont fait irruption dans son studio de Minsk après la projection sur les écrans européens de son film controversé sur le Président Loukachenko. Aucun objet de valeur ou matériel n'a été volé ou endommagé, ce qui donne à penser que les agresseurs étaient à la solde du Gouvernement.

Liberté de réunion

13. Au cours des dernières années, des manifestations pacifiques ont été systématiquement dispersées par des moyens violents. Les organisateurs de ces manifestations ont à maintes reprises fait l'objet de menaces, des journalistes ont été frappés, des manifestants et des spectateurs ont été arrêtés et condamnés à une amende au vu de preuves forgées de toutes pièces et détenus sans jugement de nombreux jours.

14. En 1997, le Président Loukachenko a pris le décret No 5 concernant les manifestations, qui restreint considérablement le droit fondamental de réunion. En effet, ce décret interdit l'usage de drapeaux non enregistrés, d'affiches et d'autres objets jugés insultant à l'égard des représentants de l'État. Les personnes qui participent à des manifestations non autorisées peuvent être condamnées à des amendes exorbitantes. Le décret, devenu loi le 5 décembre 1997, habilite les autorités à modifier l'heure et le lieu de la manifestation ainsi que le nombre de personnes autorisées à y participer.

15. D'après Human Rights Watch, en 1997, la police a régulièrement dispersé des manifestations en recourant à une violence excessive qui, semble-t-il, visait davantage à répandre la terreur qu'à rétablir ou à protéger l'ordre public. Des spectateurs, y compris des femmes âgées et des enfants qui n'avaient pas plus de 14 ans, ont été jugés et ont fait l'objet d'accusations fabriquées de toutes pièces. Les juges ont refusé d'entendre les témoins à décharge et ont fondé leurs décisions sur les témoignages des policiers. Le montant des amendes allait de 100 à 800 dollars É.-U. (Le salaire moyen est inférieur à 100 dollars).

16. Les mêmes pratiques - arrestations, passages à tabac et amendes - se sont poursuivies en 1998. On citera notamment le harcèlement dont ont fait l'objet les participants à la marche annuelle de Tchernobyl le 26 avril 1998 et aux manifestations du 1er mai 1998. Tout cela montre que les recommandations du Rapporteur spécial n'ont pas été appliquées.

III. LA MAINMISE DU GOUVERNEMENT SUR LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

17. En juillet 1996, le Soviet suprême a refusé de céder au Président Loukachenko qui exigeait de lui qu'il prolonge son mandat et limite les pouvoirs de la Cour constitutionnelle en créant une deuxième chambre législative dont les membres seraient choisis par le Président.

18. En novembre 1996, craignant de faire l'objet d'une procédure de mise en accusation, le Président Loukachenko a organisé un "référendum national" visant à modifier la Constitution de façon à renforcer les pouvoirs de l'exécutif. D'après les résultats officiels, la grande majorité des électeurs s'est prononcée en faveur de la proposition du Président. Le treizième Soviet suprême a été dissous et la nouvelle Constitution a été adoptée. Le pouvoir judiciaire a été placé sous la coupe du pouvoir exécutif, ce qui a détruit l'équilibre des pouvoirs et a concentré les pouvoirs exécutif et législatif entre les mains de Loukachenko. En outre, profitant de son succès au référendum, le Président a prolongé son mandat de deux années.

La nouvelle Constitution

19. Le 15 mars 1994, le Soviet suprême de la République du Bélarus a adopté une nouvelle Constitution qui a été saluée comme une preuve de l'attachement du Bélarus à la démocratie et au respect des droits de l'homme. Quatre ans plus tard, ces libertés civiles étaient mises à mal par une modification de la Constitution.

20. En effet, la nouvelle Constitution subordonne le législatif et le judiciaire à l'exécutif. Le Président peut choisir les membres de la Chambre basse de l'Assemblée nationale (le nouveau Parlement) et ignorer purement et simplement le corps législatif. Toutefois, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE n'a pas reconnu cet organe non élu mais continue de reconnaître le treizième Soviet suprême, qui a été dissous.

La Cour constitutionnelle et le treizième Soviet suprême

21. En novembre 1996, la Cour constitutionnelle a décidé que le référendum sur la modification de la Constitution n'était pas juridiquement obligatoire mais Loukachenko a annulé cette décision par décret et a contraint le Président Valery Tikhinya et d'autres membres de la Cour suprême à démissionner. La nouvelle Cour constitutionnelle, dont les membres ont été désignés par le Président, a confirmé la légalité des amendements.

22. Après la dissolution du Soviet suprême, certains des anciens membres de cet organe sont devenus des opposants non officiels et se sont vu offrir des postes d'ambassadeur ou des responsabilités au sein du Gouvernement par le régime qui espérait ainsi faire cesser leurs critiques à l'égard du Président Loukachenko. D'autres ont fait l'objet d'un harcèlement systématique de la part du Gouvernement, les membres de leur famille ont reçu des menaces, ils ont été arrêtés, battus et emprisonnés sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. Actuellement, les deux députés Vladimir Koudinov et Andrei Klimov sont des prisonniers politiques au Bélarus.

IV. L'ÉLIMINATION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE BÉLARUSSENNES

23. Il est porté atteinte de différentes manières, notamment au moyen de violences policières, au droit des personnes qui parlent le biélarussien de développer leur propre culture nationale. Plus d'une douzaine de centres linguistiques où était enseigné le biélarussien ont été obligés de fermer leur porte.

24. Le Conseil des ministres a rendu public un plan visant à supprimer le lycée biélarussien, le seul établissement d'enseignement public où l'enseignement est dispensé en biélarussien, en le fusionnant avec un lycée où l'enseignement est dispensé en russe. Une délégation de parents d'élèves s'est élevée avec force contre ce plan qu'elle considère comme une violation flagrante du droit constitutionnel de leurs enfants de recevoir une éducation dans l'établissement de leur choix.

V. LES DROITS DES FEMMES AU BÉLARUS

25. En tant que groupe social, les femmes sont pratiquement exclues de la politique et du processus de prise de décisions. La nouvelle Assemblée nationale, dont les membres sont désignés par le Président, ne compte que cinq femmes.

26. En 1996, le Gouvernement a indiqué que 21 421 femmes avaient été victimes de diverses infractions, y compris le viol. Mais d'après des experts, le nombre d'agressions sexuelles dont sont victimes les femmes serait de cinq à dix fois supérieur aux chiffres officiels. Les jeunes femmes qui n'arrivent pas à gagner leur vie sont de plus en plus nombreuses à se livrer à la prostitution. De nombreuses femmes à la recherche d'un travail ont été la proie de proxénètes et ont été contraintes de se prostituer à l'étranger.

27. Au Bélarus, le taux de mortalité maternelle est de 17,7 pour 100 000 naissances. L'avortement est souvent utilisé comme le seul moyen disponible de limiter les naissances. L'insuffisance des crédits consacrés à la santé a entraîné une pénurie d'équipements médicaux spécialisés conçus pour les femmes.
